



Conseil

Distr. générale
6 mai 2010
Français
Original : anglais

Seizième session

Kingston (Jamaïque)
26 avril-7 mai 2010

Décision du Conseil concernant le règlement relatif à la prospection et l'exploration des sulfures polymétalliques dans la Zone

Le Conseil de l'Autorité internationale des fonds marins

1. *Décide* d'adopter le règlement relatif à la prospection et l'exploration des sulfures polymétalliques dans la Zone qui figure dans le document ISBA/16/C/L.5, daté du 4 mai 2010;
2. *Décide en outre* d'appliquer ledit règlement à titre provisoire en attendant son approbation par l'Assemblée de l'Autorité;
3. *Prie* la Commission juridique et technique de définir, en temps voulu, les critères susceptibles d'être utilisés pour prévenir la monopolisation des activités menées dans la Zone en ce qui concerne les sulfures polymétalliques et de les lui soumettre pour examen;
4. *Décide aussi* que les procédures énoncées en annexe à la présente décision s'appliqueront pendant une période d'un an à compter de sa date d'adoption.

Annexe

1. Les demandeurs et les États patronnant leur demande ainsi que les demandeurs potentiels et les États patronnant leur demande s'emploient de leur mieux à veiller à ce que, avant toute présentation d'une demande conformément au présent Règlement relatif à la prospection et l'exploration des sulfures polymétalliques dans la Zone (« le Règlement »), les zones visées par les demandes ne se chevauchent pas.
2. Au cours de la période de 180 jours suivant l'adoption de la présente décision si, dans les 30 jours suivant la date à laquelle le Secrétaire général reçoit une demande d'approbation d'un plan de travail relatif à l'exploration de sulfures polymétalliques conformément à l'article 22, une ou plusieurs autres demandes sont soumises concernant une ou plusieurs zones qui chevauchent celles de la première

demande, le Secrétaire général informe immédiatement tous les demandeurs concernés.

3. Les demandeurs concernés et, le cas échéant, les États patronnant leur demande s'efforcent de régler dans les meilleurs délais tout différend relatif à des prétentions concurrentes. Le Secrétaire général peut user de ses bons offices pour engager une médiation entre les prétentions concurrentes et, s'il y a lieu, proposer une solution. Tout demandeur peut, dans les 90 jours suivant la notification envoyée par le Secrétaire général en application du paragraphe 2 ci-dessus, modifier sa demande de manière à éliminer toute prétention concurrente.

4. Les parties à tout différend portant sur des prétentions concurrentes doivent tenir le Secrétaire général et le Conseil pleinement informés des efforts qu'ils font pour régler ce différend et des résultats de ces efforts. Dès que le différend entre demandeurs concurrents est réglé suivant la procédure décrite dans la présente annexe, la Commission juridique et technique et le Conseil procèdent à l'examen des demandes concernées dans l'ordre dans lequel elles ont été reçues, conformément aux articles 23 et 24.

5. Si le différend n'est pas réglé dans les 90 jours suivant la notification envoyée aux demandeurs intéressés par le Secrétaire général conformément au paragraphe 2 de la présente annexe, celui-ci présente au Conseil et à la Commission juridique et technique un rapport sur les prétentions concurrentes et sur les efforts qu'il a faits pour régler le différend. Dans les 90 jours suivant ce rapport, la Commission fera une recommandation appropriée au Conseil pour examen des prétentions concurrentes, compte tenu des facteurs pertinents suivants :

a) L'emplacement et le nombre des gisements de sulfures polymétalliques qui ont été découverts dans les secteurs faisant l'objet d'un différend et la date de chaque découverte;

b) La charge de travail, la continuité des activités et l'ampleur des levés portant sur les sulfures polymétalliques qui ont été réalisés dans les secteurs faisant l'objet d'un différend;

c) Le coût financier des levés, mesuré en dollars des États-Unis constants, pour chaque secteur faisant l'objet d'un différend; et

d) La date de réception par le Secrétaire général de chaque demande.

*161^e séance
6 mai 2010*